MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

SECRETARIAT GENERAL

COMITÉ NATIONAL DE POLITIQUE ÉCONOMIQUE

DIRECTION DE L'ECONOMIE/SECRETARIAT TECHNIQUE

N° 04-12 /CNPE/DE/ST

RÉPUBLIQUE TOGOLAISE
Travail- Liberté-Patrie

CNPE-TOGO : RAPPORT DU 4ème TRIMESTRE 2012

UEMOA

Mai 2013

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION ---------- **3**

I. SECTEUR REEL ---------- **4**
I.1. Comptes nationaux ---------- 4
I.1.1. Année 2012 ---------- 4
I.1.2. Année 2013 ---------- 9
I.1.3. L'équilibre ressources-emplois ---------- 15
I.2. Prix et inflation ---------- 16
I.3. Pluviométrie ---------- 18

II. FINANCES PUBLIQUES ---------- **20**
II.1. Recettes et dons ---------- 20
II.2. Dépenses et prêts nets ---------- 20
II.3. Soldes et financement ---------- 20

III. COMMERCE EXTERIEUR ET BALANCE DES PAIEMENTS ---------- **21**
III.1. Commerce extérieur ---------- 21
III.1.1. Exportations ---------- 21
III.1.2. Importations ---------- 22
III.1.3. Balance commerciale ---------- 23
III.2. Balance des paiements ---------- 23
III.2.1. Estimations de la balance des paiements 2011 ---------- 23
III.2.2. Estimations de la balance des paiements 2012 ---------- 25

IV. SECTEUR MONETAIRE ---------- **27**
IV.1. Avoirs extérieurs nets ---------- 27
IV.2. Crédit intérieur ---------- 28
IV.2.1. Position nette du gouvernement ---------- 28
IV.2.2. Crédits à l'économie ---------- 28
IV.3. Masse monétaire ---------- 29

V. DETTE PUBLIQUE ---------- **29**
V.1. Dette extérieure ---------- 29
V.2. Dette intérieure ---------- 30

VI. ANALYSE DES CRITERES DU PACTE DE CONVERGENCE, DE sTABILITE, DE CROISSANCE ET DE SOLIDARITE -- **31**
VI.1. Critères de premier rang ---------- 31
VI.1.1. Solde budgétaire de base rapporté au PIB ---------- 31
VI.1.2. Taux d'inflation moyen ---------- 32
VI.1.3. Ratio de l'encours de la dette publique intérieure et extérieure rapporté au PIB nominal - 32
VI.1.4. Non accumulation d'arriérés de paiements sur la période de la gestion courante ---------- 32
VI.2. Critères de deuxième rang ---------- 32
VI.2.1. Masse salariale sur recettes fiscales ---------- 32
VI.2.2. Investissements financés sur ressources internes rapportés aux recettes fiscales ---------- 32
VI.2.3. Solde extérieur courant hors dons sur PIB ---------- 33
VI.2.4. Taux de pression fiscale ---------- 33

CONCLUSION ---------- **35**

INTRODUCTION

Au quatrième trimestre 2012, la conjoncture économique mondiale a été marquée par la persistance de la crise des dettes souveraines dans les pays de la Zone Euro qui a conduit à des incertitudes sur le marché financier, entrainant ainsi la fragilisation de l'économie mondiale. Malgré les actions importantes engagées, notamment pour rassurer les marchés et renforcer la surveillance de l'activité bancaire au sein de la Zone, cette situation, s'est traduite par un ralentissement de l'activité économique. Selon le Fonds Monétaire International (FMI), le taux de croissance de l'économie mondiale est de 3,2% en 2012 contre 3,9% en 2011

L'analyse de l'évolution de l'économie mondiale laisse apparaître des évolutions contrastées. Les Etats Unis montrent une certaine résilience avec un taux de croissance économique de 2,2% contre 1,8% en 2011. Les pays de l'OCDE sont menacés de récession. Un ralentissement de la croissance économique est enregistré dans les pays émergents et en développement avec un taux de croissance de 5,3% contre 6,2% en 2011. En Afrique subsaharienne, le taux de croissance demeure autour de son niveau de 2011, soit 5,0%.

Les cours mondiaux des matières premières ont connu des évolutions différenciées selon les produits. Les prix des produits énergétiques sont restés à des niveaux élevés alors que l'indice des prix des matières premières servant d'input pour les industries est en repli, du fait du ralentissement de la demande en Chine et la situation dans la Zone Euro.

Dans la Zone UEMOA, la plupart des matières premières exportées par les pays membres ont enregistré des baisses sensibles par rapport aux niveaux atteints en 2011. En 2012, les cours mondiaux ont, par rapport à 2011, reculé en moyenne de 39,0% pour le coton, 32,9% pour l'huile de palmiste, 19,7% pour le cacao et 6,0% pour le café.

Au Togo, le quatrième trimestre 2012 a été marqué par une augmentation des recettes de l'Etat, un accroissement des dépenses courantes et des dépenses d'investissement. Au niveau des comptes monétaires, il est noté une progression des crédits à l'économie et de la masse monétaire.

Le présent rapport fait une analyse de la situation économique et financière à travers l'évolution des comptes macroéconomiques au titre du quatrième trimestre 2012.

I. SECTEUR REEL

I.1. Comptes nationaux

I.1.1. Année 2012

Les nouvelles estimations du PIB[1] fixent le taux de croissance réel à 5,9% en 2012 contre 4,8% en 2011. La prévision du taux de croissance de 2012 était de 5,0% en août 2012. La différence s'explique notamment par une meilleure performance des secteurs primaire et secondaire.

La situation des différentes composantes du PIB se présente comme suit :

TABLEAU 1.1 : Situation des branches

PIB A PRIX CONSTANTS (Milliards de FCFA)	2011	2012	Variation en (%)
Secteur primaire (i)	352,8	373,2	5,8
Secteur secondaire (ii)	229,8	260,4	13,3
Secteur tertiaire (iii)	429,7	388,0	-9,7
Prod Imp services bancaires	-79,3	-36,0	-54,6
VAB Branches non marchandes	118,6	119,9	1,1
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)	90,0	102,4	13,8
Droits et taxes à l'importation (DTI hors TVA)	55,0	59,7	8,5
PIB - Produit Intérieur Brut	1 196,6	1 267,5	5,9
Variation (%)	4,8	5,9	

Source : Données de PRECOMAT 2.0

La valeur ajoutée (VA) du secteur primaire augmente de 5,8% contre 6,7% en 2011. La VA des cultures de rente est en progression de 4,8% contre une hausse de 22,7% en 2011 en liaison avec une décélération de la VA du coton qui a connu une hausse de 3,1% contre 69,5% en 2011. Le niveau de production du coton reste toujours faible par rapport aux productions enregistrées avant la crise dans le secteur.

La situation des différentes branches se présente comme suit :

[1] Comité PIB- avril 2013

TABLEAU 1.2 : Situation des branches			
SECTEUR PRIMAIRE (Milliards de FCFA)	**2011**	**2012**	**variation en (%)**
Secteur primaire (i)	352,8	373,2	5,8
Agriculture	231,6	242,2	4,6
Cultures vivrières	184,3	192,6	4,5
Cultures de rente	47,3	49,6	4,8
Elevage	87,7	93,5	6,7
Forêt, pêche	33,5	37,5	11,8

Source : Données de PRECOMAT 2.0

Globalement, la production des cultures vivrières progresse de 4,5% par rapport à 2011 et s'établit à 4.590,0 milliers de tonnes. Toutes les cultures ont enregistré des augmentations en 2012 à l'exception du manioc, de l'arachide et du mil et sorgho. Les plus forts taux de croissance ont été obtenus par les productions du haricot (+31,0%), du maïs (+24,1%) et du riz paddy (+10,2%).

Les performances réalisées dans la production céréalière s'expliquent[2] par les mesures prises par le Gouvernement afin de garantir la réussite de la campagne agricole notamment la mise à disposition d'engrais, de semences et de tracteurs fortement subventionnés, l'exécution de plusieurs projets d'appui au développement du secteur primaire dont le Programme National d'Investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire (PNIASA) et les conditions agro-climatiques jugées globalement satisfaisantes.

Au niveau des cultures de rente, la production est de 157,6 milliers de tonnes, en progression de 4,8% par rapport à 2011. Toutes les cultures sont en progression. La production du cacao a connu une augmentation de 15,3% par rapport à 2011, suivie du café (+6,3%), du palmiste (+6,0%) et du coton (+3,1%). Cette évolution s'explique par les prix intéressants des intrants et les efforts de relance de la production déployés par le Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche.

La situation des différentes productions se présente comme suit :

[2] Evaluation à mi-parcours de la campagne agricole 2012-2013, Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche, Octobre 2012.

TABLEAU 1.3 : Production du secteur primaire			
PRODUCTION VIVRIERE (Milliers de Tonnes)			
	2011	**2012**	**Variation en (%)**
MANIOC	998,5	892,9	-10,6
IGNAME	727,7	793,8	9,1
MAIS	650,8	807,5	24,1
MIL ET SORGHO	293,6	254,5	-13,3
HARICOTS	76,5	100,2	31,0
ARACHIDE	47,4	31,9	-32,6
RIZ PADDY	112,2	123,7	10,2
AUTRES	1 485,1	1 585,5	6,8
TOTAL	4 392,0	4 590,0	4,5
PRODUCTION DE RENTE (Milliers de Tonnes)			
	2011	**2012**	**Variation en (%)**
CAFE	9,6	10,2	6,3
CACAO	5,6	6,5	15,3
COTON	79,5	82,0	3,1
PALMISTE	43,5	46,1	6,0
AUTRES	12,2	12,8	5,0
TOTAL	150,4	157,6	4,8

Source : Données de PRECOMAT 2.0

La VA du secteur secondaire enregistre une hausse de 13,3% en 2012. Au niveau des industries extractives, il est noté une hausse de 13,5% contre 17,3% en 2011. La VA du clinker est en baisse de 5,1% contre une augmentation de 11,0% en 2011 tandis que celle du phosphate a progressé de 25,2% contre une hausse de 22,1% en 2011. Les efforts de rénovation du matériel de production à la mine entrepris par la Société Nouvelle des Phosphates du Togo (SNPT) commencent par donner de bons résultats.

Les industries manufacturières sont en hausse de 9,6%. La VA du chapitre **"Electricité, Eau et Gaz"** progresse de 16,4% contre une baisse de 31,1% en 2011. La VA des **"BTP"** a connu un taux d'accroissement de 19,5% contre 17,6% en 2011.

La production des industries extractives se présente comme suit :

TABLEAU 1.4 : Production du secteur secondaire			
Production (Millions de tonnes)	**2011**	**2012**	**Variation en (%)**
PHOSPHATE	0,87	1,11	28,3
CLINKER	1,20	1,17	-2,7
CIMENT	1,47	1,67	13,8

Source : Données de PRECOMAT 2.0

La situation de la VA des différentes branches du secteur secondaire se présente comme suit :

TABLEAU 1.5 : Situation des branches			
SECTEUR SECONDAIRE (Milliards de FCFA)	**2011**	**2012**	**Variation en (%)**
Secteur secondaire (ii)	229,8	260,4	13,3
Industries extractives	35,2	40,0	13,5
Industries manufacturières	113,8	124,6	9,6
Electricité, Eau et Gaz	27,2	31,6	16,4
BTP	53,7	64,2	19,5

Source : Données de PRECOMAT 2.0

La contribution du secteur primaire à la croissance du PIB est de 1,7% en 2012 tout comme en 2011. Celle du secteur secondaire est de 2,6% contre 0,9% en 2011.

La VA du secteur tertiaire marchand est en baisse de 9,7%. Les différentes composantes ont évolué comme suit : **"Commerce"** (+4,5)%, **"Transports, Entrepôts et Communications"** (-0,5%) et **"Banques, Assurances"** (+9,1)%.

La situation de la VA des différentes branches se présente comme suit :

TABLEAU 1.6 : Situation des branches			
SECTEUR TERTIAIRE (Milliards de FCFA)	**2011**	**2012**	**Variation en (%)**
Secteur tertiaire (iii)	429,7	388,0	-9,7
Commerce	134,3	140,4	4,5
Transport, Entrepôts et Communications	82,8	82,3	-0,5
Banques, Assurances	24,6	26,8	9,1
Autres services marchands	188,0	138,4	-26,4
Prod imp services bancaires	-79,3	-36,0	-54,6
VA BRANCHES NON MARCHANDES (v)	118,6	119,9	1,1
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)	90,0	102,4	13,8
Droits et taxes à l'importation (DTI hors TVA)	55,0	59,7	8,5

Source : Données de PRECOMAT 2.0

La contribution du secteur tertiaire à la croissance du PIB est de -3,5% en 2012, en liaison avec une contribution de -4,1% de la branche **« autres services marchands ».**

La VA des branches non marchandes est en hausse de 1,1% contre 0,9% en 2011.

La contribution des différentes composantes du PIB réel à la croissance en 2012 se présente comme suit :

TABLEAU 1.7 : Contributions à la croissance			
CONTRIBUTION A LA CROISSANCE	**2010**	**2011**	**2012**
Secteur primaire (i)	0,9	1,7	1,7
Secteur secondaire (ii)	1,1	0,9	2,6
Secteur tertiaire (iii)	0,9	0,4	-3,5
Prod imp services bancaires	-0,3	-0,1	3,6
VAB BRANCHES NON MARCHANDES (v)	0,1	0,1	0,1
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)	1,0	1,2	1,0
Droits et taxes à l'importation (DTI hors TVA)	0,4	0,7	0,4
PIB - Produit Intérieur Brut	4,0	4,8	5,9
Cohérence	0,0	0,0	0,0

Source : Données de PRECOMAT 2.0

Au niveau de l'équilibre ressources-emplois, les parts relatives des emplois du PIB se présentent comme suit :

TABLEAU 1.8 : Equilibre ressources-emplois			
EQUILIBRE RESSOURCES - EMPLOIS (% PIB)	**2010**	**2011**	**2012**
Consommation finale	97,9	99,0	91,7
Privée	85,9	87,3	78,9
Publique	12,1	11,6	12,8
Formation brute de capital fixe	18,0	17,4	23,8
Privé	10,1	9,3	15,0
Publique	7,9	8,2	8,8
Variation des stocks	0,8	1,7	3,0
Exportations de biens et services	40,9	42,0	41,7
Importations de biens et services	57,6	60,1	60,2
Demande intérieure	116,8	118,1	118,5
Investissements	18,8	19,1	26,8

Source : Données de PRECOMAT 2.0

Le PIB nominal en 2012 est de 1999,7 milliards de FCFA, en augmentation de 12,8% par rapport à 2011. L'indice du déflateur du PIB est en progression de 6,5% par rapport à 2011.

Le PIB nominal par habitant passe de 278.402,5 FCFA en 2011 à 305.404,9 FCFA en 2012.

I.1.2. Année 2013

La prévision de l'année 2013 repose sur l'hypothèse d'une progression de la production vivrière suite au maintien des mesures de soutien du gouvernement aux paysans, notamment la mise à disposition des engrais. Une augmentation de la production du coton est envisagée compte tenu des performances enregistrées au cours des années 2011 et 2012. La prévision du Comité de Coordination des Filières Café-Cacao (CCFCC) est retenue pour la production du café-cacao. La production de phosphate augmenterait suite aux efforts de rénovation des équipements de production entrepris par la SNPT.

L'augmentation des dépenses publiques prévues dans le budget 2013 ainsi que la prévision à la hausse des exportations non traditionnelles dans la balance des paiements constituent des sources additionnelles de croissance en 2013. La hausse programmée des dépenses publiques en général et des dépenses en capital en particulier aura comme conséquence un accroissement important de la FBCF publique et, partant, celui des BTP. Cette situation profiterait aux industries connexes du bâtiment (clinker, ciment, fer à béton…). Les investissements privés, notamment ceux qui

financent la construction d'un troisième quai au PAL et celle d'une nouvelle aérogare à l'aéroport international GNASSINGBE Eyadema se poursuivront également en 2013.

Le taux de croissance du PIB réel passerait de 5,9% en 2012 à 5,8% en 2013.

Le principal facteur de risque reste la vulnérabilité du Togo aux aléas climatiques et aux chocs exogènes extérieurs. Par ailleurs, l'impact des incendies des grands marchés de Lomé et de Kara n'est pas encore quantifié.

La situation des différentes composantes du PIB se présenterait comme suit :

TABLEAU 2.1 : Situation des branches

PIB A PRIX CONSTANTS (Milliards de FCFA)	**2012**	**2013**	**Variation en (%)**
Secteur primaire (i)	373,2	396,3	6,2
Secteur secondaire (ii)	260,4	292,7	12,4
Secteur tertiaire (iii)	388,0	400,8	3,3
Prod Imp services bancaires	-36,0	-47,2	30,9
VA Branches non marchandes	119,9	121,4	1,3
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)	102,4	110,8	8,2
Droits et taxes à l'importation (DTI hors TVA)	59,7	66,7	11,7
PIB - Produit Intérieur Brut	1 267,5	1 341,5	5,8
Variation (%)	5,9	5,8	

Source : Données de PRECOMAT 2.0

Le taux de croissance du secteur primaire serait de 6,2% contre 5,8% en 2012. La VA des cultures vivrières progresserait de 4,5% tout comme en 2012 et celle des cultures de rente serait en hausse de 16,0% contre 4,8% en 2012 impulsée essentiellement par le coton et le cacao.

La situation des différentes branches se présenterait comme suit :

TABLEAU 2.2 : Situation des branches			
SECTEUR PRIMAIRE (Milliards de FCFA)	**2012**	**2013**	**Variation en (%)**
Secteur primaire (i)	373,2	396,3	6,2
Agriculture	242,2	258,8	6,8
Cultures vivrières	192,6	201,2	4,5
Cultures de rente	49,6	57,6	16,0
Elevage	93,5	99,8	6,7
Forêt, pêche	37,5	37,7	0,7

Source : Données de PRECOMAT 2.0

Au niveau de la branche "Agriculture", la production des cultures vivrières augmenterait de 4,5% et la production des cultures de rente serait en hausse de 16,0% avec une progression du coton de 25,0%.

La production des différentes cultures se présenterait comme suit :

TABLEAU 2.3 : Production du secteur primaire			
PRODUCTION VIVRIERE (Milliers de Tonnes)			
	2012	**2013**	**Variation en (%)**
MANIOC	892,9	937,6	5,0
IGNAME	793,8	833,5	5,0
MAIS	807,5	839,8	4,0
MIL ET SORGHO	254,5	264,7	4,0
HARICOTS	100,2	102,2	2,0
ARACHIDE	31,9	32,6	2,0
RIZ PADDY	123,7	128,6	4,0
AUTRES	1 585,5	1656,5	4,5
TOTAL	4 590,0	4795,4	4,5
PRODUCTION DE RENTE (Milliers de Tonnes)			
	2012	**2013**	**Variation en (%)**
CAFE	10,2	10,8	5,7
CACAO	6,5	7,2	11,2
COTON	82,0	102,5	25,0
PALMISTE	46,1	48,9	6,0
AUTRES	12,8	13,4	5,0
TOTAL	157,6	182,8	16,0

Source : Données de PRECOMAT 2.0

La VA du secteur secondaire progresserait de 12,4% contre une hausse de 13,3% en 2012.

La situation des productions des industries extractives se présenterait comme suit :

TABLEAU 2.4 : Production secteur secondaire			
Production (Millions de tonnes)	**2012**	**2013**	**Variation en (%)**
PHOSPHATE	1,11	1,51	36,0
CLINKER	1,17	1,28	10,0
CIMENT	1,67	1,80	8,0

Source : Données de PRECOMAT 2.0

La VA des industries extractives serait en hausse de 23,6% contre 13,5% en 2012, en relation avec une progression remarquable de 36,9% attendue du phosphate.

La situation des différentes branches se présenterait comme suit :

TABLEAU 2.5 : Secteur secondaire			
SECTEUR SECONDAIRE (Milliards de FCFA)	**2012**	**2013**	**Variation en (%)**
Secteur secondaire (ii)	260,4	292,7	12,4
Industries extractives	40,0	49,4	23,6
Industries manufacturières	124,6	140,8	13,0
Electricité, Eau et Gaz	31,6	32,9	4,1
BTP	64,2	69,5	8,3

Source : Données de PRECOMAT 2.0

Le secteur tertiaire marchand augmenterait de 3,3% contre 9,7% en 2012. Les chapitres **« Commerce », «Transport, Entrepôts et Communications »** et **« Banques, Assurances »** seraient en hausse respectivement de 0,8%, 4,7% et 11,9%.

La VA des branches non marchandes augmenterait de 1,3%. Les **« Services domestiques »,** les « **loyers imputés »** et les **« services publics »** progresseraient respectivement de 3,3%, 3,0% et 0,7%.

La situation des différentes branches se présenterait comme suit :

TABLEAU 2.6 : Situation des branches			
SECTEUR TERTIAIRE (Milliards de FCFA)	**2012**	**2013**	**Variation en (%)**
Secteur tertiaire (iii)	388,0	400,8	3,3
Commerce	140,4	141,6	0,8
Transport, Entrepôts et Communications	82,3	86,2	4,7
Banques, Assurances	26,8	30,0	11,9
Autres services marchands	138,4	143,0	3,4
Prod imp services bancaires	-36,0	-47,2	30,9
VAB BRANCHES NON MARCHANDES (v)	119,9	121,4	1,3
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)	102,4	110,8	8,2
Droits et taxes à l'importation (DTI hors TVA)	59,7	66,7	11,7

Source : Données de PRECOMAT 2.0

La contribution des différentes composantes du PIB réel à la croissance en 2013 se présenterait comme suit :

TABLEAU 2.7 : Contributions à la croissance			
CONTRIBUTION A LA CROISSANCE	**2011**	**2012**	**2013**
Secteur primaire (i)	1,7	1,7	1,8
Secteur secondaire (ii)	0,9	2,6	2,5
Secteur tertiaire (iii)	0,4	-3,5	1,0
Prod imp services bancaires	-0,1	3,6	-0,9
VAB BRANCHES NON MARCHANDES (v)	0,1	0,1	0,1
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)	1,2	1,0	0,7
Droits et taxes à l'importation (DTI hors TVA)	0,7	0,4	0,6
PIB - Produit Intérieur Brut	4,8	5,9	5,8
Cohérence	0,0	0,0	0,0

Source : Données de PRECOMAT 2.0

Le PIB nominal en 2013 se situerait à 2.189,5 milliards de FCFA, en hausse de 9,5%. L'indice du déflateur du PIB progresserait de 3,4%.

Le PIB nominal par habitant passerait de 305.404,9 FCFA en 2012 à 325.147,6 FCFA en 2013.

I.1.3. L'équilibre ressources-emplois

En 2012, la demande intérieure a représenté 118,5% du PIB contre 118,1% en 2011. La consommation privée a représenté 78,9% du PIB en 2012 contre 87,3% en 2011. La part de la consommation publique est passée de 11,6% en 2011 à 12,8% en 2012. Le taux d'investissement est passé de 19,1% en 2011 à 26,8% en 2012 sous l'impulsion de la FBCF privée dont la part relative passe de 9,3% en 2011 à 15,0% en 2012 reflétant les importants investissements réalisés au Port Autonome de Lomé et l'Aéroport International GNASSINGBE Eyadema.

La propension moyenne à exporter les biens et services serait de 41,7% en 2012 contre 42,0% en 2011. La propension moyenne à importer, quant à elle, passerait de 60,1% en 2011 à 60,2% en 2012.

TABLEAU 2.8 : Equilibre ressources-emplois

EQUILIBRE RESSOURCES - EMPLOIS (% PIB)	2011	2012	2013
Consommation finale	99,0	91,7	86,1
Privée	87,3	78,9	74,8
Publique	11,6	12,8	11,3
Formation brute de capital fixe	17,4	23,8	26,1
Privé	9,3	15,0	10,1
Publique	8,2	8,8	16,0
Variation des stocks	1,7	3,0	-0,1
Exportations de biens et services	42,0	41,7	41,4
Importations de biens et services	60,1	60,2	53,5
Demande intérieure	118,1	118,5	112,1
Investissements	19,1	26,8	26,0

Source : Données de PRECOMAT 2.0

En 2013, la demande intérieure représenterait 112,1% du PIB contre 118,5% en 2012. La consommation privée représenterait 74,8% contre 78,9% en 2012. La part de la consommation publique serait de 11,3% en 2013 contre 12,8% en 2012. Le taux d'investissement passerait de 26,8% en 2012 à 26,0% en 2013 sous l'impulsion de la FBCF publique qui représenterait 16,0% du PIB.

La propension moyenne à exporter les biens et services passerait de 41,7% en 2012 à 41,4% en 2013. Cette évolution reflète la reprise des exportations traditionnelles du Togo, notamment le phosphate dont la production est prévue à la hausse en 2013. La propension moyenne à importer serait de 53,5% contre 60,2% en 2012.

La contribution des emplois du PIB à la croissance se présente comme suit :

TABLEAU 2.9 : Contributions des emplois du PIB à la croissance			
CONTRIBUTION A LA CROISSANCE	**2011**	**2012**	**2013**
PIB aux prix du marché	4,8	5,9	5,8
exportations de b. et s. nettes	-3,3	0,8	7,8
Consommation finale	6,0	-7,5	-5,0
Privée	6,6	-9,8	-3,9
Publique	-0,6	2,3	-1,1
Formation brute de capital fixe	1,8	12,0	6,2
Privé	0,2	9,9	-5,9
Publique	1,6	2,0	12,0
Variation des stocks	0,4	0,6	-3,2
Cohérence	4,8	5,9	5,8

Source : Données de PRECOMAT 2.0

I.2. Prix et inflation

L'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC) base 100 en 2008 s'établit au quatrième trimestre 2012 à 112,3 contre 111,9 au troisième trimestre 2012, soit une hausse de 0,3%. L'IHPC s'établit en décembre 2012 à 113,1, en hausse de 2,9% par rapport au mois correspondant de l'année 2011.

La moyenne des indices du quatrième trimestre 2012 est en hausse de 3,5% par rapport au quatrième trimestre 2011. Cette évolution provient de l'augmentation des prix au niveau de toutes les fonctions à l'exception de ***«Santé»*** et ***«Communications»*** qui ont régressé respectivement de 2,9% et 4,0%.

Les douze fonctions de l'indice ont évolué comme suit :

- ***Produits alimentaires et boissons non alcoolisées*** : 6,1%
- **Boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants** : 2,5%
- **Articles d'habillement et chaussures** : 0,3%
- **Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles** : 7,3%
- **Meubles, articles de ménage et entretien courant de foyer** : 1,0%
- **Santé** : -2,9%
- **Transports** : 4,2%
- **Communications** : -4,0%

- **Loisirs et culture** : 0,5%
- **Enseignement** : 4,3%
- **Restaurants et hôtels** : 1,7%
- **Biens et services divers** : 3,3%.

Le groupe ***«Produits alimentaires»*** avec une pondération de 27,79% a augmenté de 6,2% et le groupe ***«Boissons non alcoolisées»*** a progressé de 3,4% avec une pondération de 0,88%. Au niveau du groupe ***« Produits alimentaires »***, les sous-groupes ***«Pain et céréales»***, ***«Viande»***, ***«Poissons et fruits de mer», «Huiles et graisses», «Légumes»*** et ***«Tubercules et plantains»*** ont progressé respectivement de 5,3%, 5,0%, 7,2%, 7,1%, 11,6 et 8,3%. Le sous-groupe ***«Sel, épices, sauces et produits alimentaires n.d.a»*** est en baisse de 3,5%.

La moyenne de l'IHPC de l'année 2012 se chiffre à 111,8 contre 109,0 en 2011, soit une hausse de 2,6%. Cette progression résulte essentiellement de la hausse des prix observée au niveau des fonctions ***«Produits alimentaires et boissons non alcoolisées»***, ***«Logement, eau, gaz, électricité, et autres combustibles»***, ***«Transports»*** et ***«Biens et services divers»*** pour respectivement 3,4%, 6,0%, 4,9% et 4,8%.

Les douze fonctions ont évolué comme suit :

- ***Produits alimentaires et boissons non alcoolisées*** : 3,4%
- **Boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants** : 0,5%
- **Articles d'habillement et chaussures** : 0,9%
- **Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles** : 6,0%
- **Meubles, articles de ménage et entretien courant de foyer** : 1,2%
- **Santé**[3] : -1,6%
- **Transports**[4] : 4,9%
- **Communications** : -4,6%
- **Loisirs et culture** : 0,2%
- **Enseignement** : 2,4%

[3] Les prix moyens de l'alcool à 95°, des médicaments contre les vers, des médicaments anti-viraux, des médicaments cardiovasculaires (tension) et des médicaments immunologiques s'établissent respectivement à 319 F, 1.429 F, 6.845 F, 14.003 F et 7.270 en baisse respectivement de 2,0%, 6,4%, 16,5%, 10,2% et 0,5 par rapport à l'année 2011 tandis que ceux, des médicaments anti-bactériens et des médicaments anti-protozoaires ont augmenté respectivement de 12,2% et 2,6%. Les prix moyens de consultation chez un médecin généraliste et chez un chirurgien-dentiste sont restés stables et s'élèvent respectivement à 3.267 F et 4.900 F tandis que ceux d'un gynécologue obstétricien s'élèvent à 5.167 F, en progression de 1%, par rapport à 2011.

[4] Les coûts de transport du taxi-moto zémidjan, du taxi de ville, du transport inter-urbain en minibus Lomé-Aného, Lomé-Kara, Lomé-Sokodé et Lomé-Kpalimé ont augmenté respectivement de 6,9%, 16,4%, 17,6%, 11,7%, 15,8% et 11,1% par rapport à l'année 2011 pour s'établir respectivement à 280 F, 570 F, 1.000 F, 6.200 F, 5.500 F et 2.000 F en 2011.

- **Restaurants et hôtels** : 1,3%
- **Biens et services divers** : 4,8%.

Le groupe ***«Produits alimentaires»***, avec une pondération de 27,79% a augmenté de 3,4% et le groupe ***«Boissons non alcoolisées»*** a progressé de 1,2% avec une pondération de 0,88%. Au niveau du groupe ***« Produits alimentaires »***, les sous-groupes ***«Pain et céréales»***, ***«viande»***, ***«Poissons et fruits de mer», «Huiles et graisses», «Légumes»*** et ***«Tubercules et plantains»*** ont progressé respectivement de 5,0%, 5,4%, 4,0%, 1,7%, 2,1 et 4,6%. Le sous-groupe ***«Sel, épices, sauces et produits alimentaires n.d.a»*** est en baisse de 0,5%.

Au terme des douze mois de 2012, les douze fonctions ont contribué à l'inflation de 2,6% comme suit :

- ***Produits alimentaires et boissons non alcoolisées*** : +0,1%
- ***Boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants*** : -0,004%
- ***Articles d'habillement et chaussures*** : +0,1%
- ***Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles*** : +0,6%
- ***Meubles, articles de ménage et entretien courant de foyer*** : +0,043%
- ***Santé*** : -0,1%
- ***Transports*** : +0,6%
- ***Communications*** : -0,3%
- ***Loisirs et culture*** : +0,005%
- ***Enseignement*** : +0,049%
- ***Restaurants et hôtels*** : +0,2%
- ***Biens et services divers*** : +0,3%.

I.3. Pluviométrie

Au cours du quatrième trimestre 2012, la pluviométrie moyenne relevée par la Direction de la Météorologie Nationale est de 195,2 mm en 17 jours contre 184,7 mm en 15 jours au quatrième trimestre 2011, enregistrant une hausse de 5,6% pour la quantité. Les pluies ont été plus abondantes sur l'ensemble du pays et particulièrement dans la partie septentrionale au quatrième trimestre 2012 mais inégalement réparties.

La situation par station se présente comme suit :

- Lomé : 142,2 mm, soit une variation de -29,7% ;
- Tabligbo : 163,8 mm, soit une variation de -45,9% ;
- Atakpamé : 164,4 mm, soit une variation de -41,9% ;
- Kouma-Konda : 323,4 mm, soit une variation de +9,5% ;
- Sotouboua : 73,9 mm, soit une variation de -35,7% ;
- Sokodé : 130,3 mm, soit une variation de -12,7% ;
- Kara : 239,1 mm, soit une variation de +16,0% ;
- Niamtougou : 411,6 mm, soit une variation de +264,9% ;
- Mango : 186,3 mm, soit une variation de +55,5% ;
- Dapaong : 116,7 mm, soit une variation de +91,0%.

Sur les douze mois de l'année 2012, la pluviométrie moyenne relevée sur les dix stations est de 1.281,7 mm en 105 jours contre 1.198,8 mm en 100 jours au cours des quatre trimestres de 2011, soit une hausse de 6,9% pour la quantité.

Les conditions agro-climatiques étant jugées globalement satisfaisantes et au regard de l'exécution des divers projets mis en place, et le déroulement normal des différentes activités culturales[5], les perspectives de productions agricoles des principales cultures vivrières s'annoncent bonnes pour la campagne agricole 2012-2013.

La situation par station se présente comme suit :

- Lomé : 858,6 mm, soit une variation de -3,4% ;
- Tabligbo : 1.000,0 mm, soit une variation de -16,5% ;
- Atakpamé : 1.487,6 mm, soit une variation de -8,2% ;
- Kouma-Konda : 1.774,5 mm, soit une variation de +13,8% ;
- Sotouboua : 1.001,8 mm, soit une variation de -13,4% ;
- Sokodé : 1.332,4 mm, soit une variation de +8,1% ;
- Kara : 1.423,1 mm, soit une variation de +17,8% ;
- Niamtougou : 1.571,3 mm, soit une variation de +45,6% ;
- Mango : 1.272,7 mm, soit une variation de +34,6% ;
- Dapaong : 1.095,0 mm, soit une variation de -0,5%.

[5] Evaluation à mi-parcours de la campagne agricole 2012-2013, Ministère de l'Agriculture de l'Elevage et de la Pêche, Octobre 2012.

II. FINANCES PUBLIQUES

Les opérations financières de l'Etat au titre de l'année 2012 présentent les évolutions suivantes par rapport à 2011 :

- Une progression de 4,6% des recettes totales et dons ;
- Une hausse de 27,1% des dépenses totales et prêts nets ;
- Un solde global, base caisse de -127,0 milliards de FCFA contre -22,1 milliards de FCFA en 2011.

II.1. Recettes et dons

Les recettes fiscales sont en hausse de 12,5% par rapport à 2011 et s'établissent à 327,7 milliards de FCFA, évolution impulsée par les **"taxes sur les biens et services",** les **"impôts sur les revenus et bénéfices"** et les **"impôts sur le commerce extérieur",** qui augmentent respectivement de 18,3%, 6,5% et 7,0%.

Les **"taxes sur les biens et services"** progressent de 18,3% et s'établissent à 178,9 milliards de FCFA sous l'impulsion de la **"TVA"** en hausse de 16,8% et qui se chiffre à 156,5 milliards de FCFA.

Les recettes non fiscales enregistrent une hausse de 74,6% et se chiffrent à 43,9 milliards de FCFA en 2012 contre 25,1 milliards de FCFA un an plus tôt.

Les dons sont de 48,0 milliards de FCFA contre 84,6 milliards de FCFA en 2011 en baisse de 43,2% et sont constitués essentiellement de dons en capital qui régressent de 43,1%.

II.2. Dépenses et prêts nets

Les dépenses courantes s'établissent à 359,6 milliards de FCFA enregistrant une hausse de 30,3% par rapport à 2011. Cette évolution est impulsée par les **"transferts et subventions"** et les **"Salaires et traitements"** en progression respectivement de 42,0% et 15,0%.

Les dépenses en capital sont en hausse de 21,4% et s'établissent à 175,1 milliards de FCFA. Cette hausse est portée par les dépenses en capital sur financement externe en progression de 37,0% par rapport à 2011.

II.3. Soldes et financement

Le **"solde global hors dons base ordonnancements"** et le **"solde global"** (dons inclus) sont respectivement de -163,4 milliards de FCFA et -115,4 milliards de FCFA contre respectivement -104,2 milliards de FCFA et -19,6 milliards de FCFA au titre de l'année 2011.

Avec la variation des arriérés de paiements de -11,6 milliard de FCFA, le solde global base caisse (dons inclus) est de -127,0 milliards de FCFA contre -22,1 milliards de FCFA au titre de l'année 2011.

III. COMMERCE EXTERIEUR ET BALANCE DES PAIEMENTS

III.1. Commerce extérieur

Les échanges commerciaux au cours de l'année 2012 comparés à l'année 2011 sont caractérisés par une progression des exportations et des importations en valeur et une réduction du déficit commercial.

III.1.1. Exportations

Au titre de l'année 2012, les exportations s'élèvent à 460,8 milliards de FCFA pour une quantité de 2.189.608,6 tonnes contre 331,4 milliards de FCFA pour une quantité de 1.800.915,7 tonnes en 2011, soit un accroissement de 39,0% en valeur.

En 2012, le chapitre « sel ; soufre ; terres et pierres ; plâtres, chaux et ciments » est le premier poste d'exportation du Togo avec une valeur de 121,0 milliards de FCFA pour une quantité de 1.564.606,6 tonnes, soit une part relative de 26,3% de la valeur totale des exportations contre respectivement 81,6 milliards de FCFA, 1.339.628,8 tonnes et 24,6% en 2011.

Le chapitre « matières plastiques et ouvrages en ces matières » est le deuxième poste d'exportation du Togo avec 37,5 milliards de FCFA pour 40.818,9 tonnes contre respectivement 31,0 milliards de FCFA et 36.033,1 tonnes en 2011.

Le chapitre « coton » est le troisième poste d'exportation avec 33,8 milliards de FCFA pour une quantité de 34.279,9 tonnes contre respectivement 25,3 milliards de FCFA et 20.312,0 tonnes en 2011.

Au titre de l'année 2012, le Burkina Faso est le premier client du Togo avec 77,3 milliards de FCFA pour une quantité de 1.023.747,9 tonnes contre 48,2 milliards de FCFA pour une quantité de 447.751,6 tonnes en 2011. Il est suivi du Bénin avec 56,4 milliards de FCFA pour une quantité de 254.667,5 tonnes contre respectivement 49,7 milliards de FCFA et 230.931,0 tonnes un an plus tôt. Le Nigéria est le troisième client du Togo avec 47,6 milliards de FCFA pour une quantité de 91.690,2 tonnes contre respectivement 37,2 milliards de FCFA et 78.029,2 tonnes.

Les exportations togolaises vers les Etats membres de l'UEMOA s'établissent à 212,0 milliards de FCFA en 2012 contre 167,6 milliards de FCFA en 2011 pour des quantités respectives de 1.684.169,4 tonnes et 1.071.136,6 tonnes.

Le Burkina Faso, le Bénin et le Niger sont respectivement premier, deuxième et troisième clients UEMOA du Togo. Les exportations vers ces trois pays sont respectivement de 77,3 milliards de FCFA, 56,4 milliards de FCFA et 45,2 milliards de FCFA.

Le Togo a exporté pour une valeur totale de 282,9 milliards de FCFA vers les Etats de la CEDEAO et pour une quantité de 1.851.559,4 tonnes contre respectivement 233,7 milliards de FCFA et 1.518.696,0 tonnes un an auparavant.

III.1.2. Importations

Les importations c.a.f. du Togo au cours de l'année 2012 ont progressé de 2,3% en valeur par rapport à l'année 2011 et se chiffrent à 849,5 milliards de FCFA contre 830,4 milliards de FCFA un an plus tôt. Le poids des importations togolaises s'élèvent à 3.245.531,0 tonnes en 2012 contre 3.211.456,5 tonnes en 2011.

Le chapitre « combustibles minéraux ; huiles, cires minérales ; matières bitumineuses » est le premier poste d'importation avec 184,9 milliards de FCFA, en hausse de 24,7% par rapport à l'année 2011.

Le chapitre « sel ; soufre ; terres et pierres ; plâtres, chaux et ciments » vient en deuxième position des importations togolaises avec une valeur de 52,8 milliards de FCFA pour une quantité de 1.499.093,4 tonnes contre respectivement 50,7 milliards de FCFA et 1.476.493,2 tonnes.

Le chapitre « matières plastiques et ouvrages en ces matières » est le troisième poste d'importation avec une valeur de 51,8 milliards de FCFA, soit 6,1% de la valeur totale des importations contre respectivement 47,6 milliards de FCFA et 5,7% un an plus tôt.

Du côté des fournisseurs, la Chine est le premier fournisseur du Togo avec 117,0 milliards de FCFA, en régression de 5,4% par rapport à l'année 2011 pour une part relative de 13,8% de la valeur des importations contre 14,9% en 2011. Elle est suivie de la France avec 80,1 milliards de FCFA pour une quantité de 116.822,8 tonnes, soit 9,4% de la valeur totale des importations contre respectivement 79,2 milliards de FCFA, 112.541,9 tonnes et 9,5% en 2011.

Les Etats-Unis sont le troisième fournisseur du Togo avec 68,7 milliards de FCFA et 75.865,5 tonnes contre respectivement 15,0 milliards de FCFA et 13.899,7 tonnes un an plus tôt.

Les importations du Togo en provenance des Etats de l'UEMOA au cours de l'année 2012 sont de 39,3 milliards de FCFA, en recul de 6,5% par rapport à l'année 2011. Cette régression s'explique par la baisse en valeur des importations togolaises en provenance de tous les Etats de l'Union à l'exception du Sénégal et du Burkina Faso.

La Côte d'Ivoire et le Sénégal sont respectivement premier et deuxième fournisseur du Togo avec respectivement 25,7 milliards de FCFA et 6,5 milliards de FCFA contre respectivement 28,3 milliards de FCFA et 5,0 milliards de FCFA en 2011.

Au niveau de la CEDEAO, les importations ont progressé de 17,1% en se fixant à 86,1 milliards de FCFA au cours de l'année 2012. Le Ghana est le premier fournisseur du Togo dans la Communauté pour une valeur de 36,5 milliards de FCFA contre 21,0 milliards de FCFA en 2011.

III.1.3. Balance commerciale

Au titre de l'année 2012, le déficit commercial du Togo avec l'ensemble des pays partenaires s'établit à 388,7 milliards de FCFA contre 499,0 milliards de FCFA en 2011.

La balance excédentaire de 125,6 milliards de FCFA en 2011 avec les pays de l'UEMOA passe à 172,6 milliards de FCFA en 2012.

L'excédent commercial avec les pays de la CEDEAO en 2012 s'établit à 196,8 milliards de FCFA contre 160,2 milliards de FCFA en 2011.

III.2. Balance des paiements

III.2.1. Estimations de la balance des paiements 2011

La balance des paiements du Togo enregistrerait en 2011, un solde excédentaire de 31,7 milliards de FCFA résultant d'un déficit courant de 160,8 milliards de FCFA et d'un excédent de flux nets de capitaux de 192,5 milliards de FCFA.

III.2.1.1. Balance courante

Le déficit courant s'accroîtrait de 61,9 milliards de FCFA par rapport à l'année 2010 en raison notamment de la dégradation des balances des biens, des services et des transferts.

La détérioration de 48,7 milliards de FCFA de la balance des biens serait consécutive à la hausse de 118,8 milliards de FCFA des importations plus forte que celle de 65,6 milliards de FCFA des exportations.

La hausse des importations de biens serait due principalement :

- au renchérissement des produits pétroliers sur les marchés internationaux. Le cours moyen du baril de pétrole brut s'établirait à 97,6 dollars US en 2011 contre 95,8 dollars en 2010 ;

- à l'accroissement des achats de biens intermédiaires dans le cadre notamment de la poursuite du programme de réhabilitation des infrastructures routières ;

- à la hausse des achats de biens d'équipement surtout dans le cadre :

  - ✓ de la modernisation des équipements du Port Autonome de Lomé (PAL), principalement, la construction d'un troisième quai et d'une nouvelle darse ;

  - ✓ de la rénovation partielle des équipements de production de la Société Nouvelle des Phosphates du Togo (SNPT) ;

  - ✓ de la mise en place des équipements de production des sociétés SCANTOGO MINES et POMAR TOGO respectivement dans les filières « clinker » et « marbre ».

La balance des services se dégraderait de 8,5 milliards de FCFA suite à l'accroissement de 15,5 milliards de FCFA du coût du fret consécutif à la hausse des importations de biens.

Le déficit des revenus se réduirait de 0,2 milliard de FCFA par rapport à 2010 suite notamment à l'allègement de dette obtenu en décembre 2010 après l'atteinte du point d'achèvement de l'Initiative en faveur des Pays Pauvres Très Endettés.

Le solde excédentaire des transferts courants s'établirait à 171,3 milliards de FCFA en 2011, en régression de 4,9 milliards de FCFA par rapport au niveau de l'année 2010.

Dans ce contexte, le solde courant hors dons de la balance des paiements rapporté au PIB courant se situerait à -11,8% contre -9,6% en 2010.

III.2.1.2. Compte de capital et d'opérations financières

Le solde du compte de capital et d'opérations financières ressortirait à 192,5 milliards de FCFA en 2011, en amélioration de 62,5 milliards de FCFA par rapport aux 130,0 milliards de FCFA de 2010.

Cette évolution résulterait essentiellement de :

- la hausse de 6,6 milliards de FCFA des investissements directs étrangers en liaison avec des investissements dans les secteurs portuaire et des industries extractives ;

- l'accroissement de 21,9 milliards de FCFA des investissements de portefeuille sous l'effet conjugué du remboursement des bons et obligations et de l'émission de l'emprunt obligataire 2011 2016 auquel les non résidents ont souscrit pour 25,8 milliards de FCFA ;

- la hausse de 17,9 milliards de FCFA des flux nets des autres investissements (hors remise de dette) suite principalement à la baisse de 24,8 milliards de FCFA des tirages de l'administration publique sur ressources extérieures.

III.2.2. Estimations de la balance des paiements 2012

La balance des paiements du Togo enregistrerait en 2012, un solde déficitaire de 17,3 milliards résultant d'un déficit courant de 219,7 milliards et d'un excédent de flux nets de capitaux de 202,4 milliards.

III.2.2.1. Balance courante

Le déficit courant s'accroîtrait de 58,9 milliards par rapport à l'année 2011 en raison notamment de la dégradation des balances des biens, des services, des revenus et des transferts courants.

La détérioration de 15,4 milliards de **la balance des biens** serait consécutive à la hausse de 109,3 milliards des importations atténuée par celle de 95,5 milliards des exportations.

L'augmentation des exportations serait favorisée notamment par :

- la hausse des exportations de phosphate en liaison, d'une part, avec l'amélioration de la production suite à la rénovation partielle des équipements de la Société Nouvelle des Phosphates du Togo (SNPT) et, d'autre part, avec l'amélioration du prix de vente (+25,3%) ;
- l'accroissement des ventes de coton consécutivement à la hausse de la production liée au regain d'engouement des producteurs pour cette culture ;
- la progression des exportations de ciments en rapport avec l'accroissement de la production suite à l'entrée en production de la cimenterie DIAMOND CEMENT ;
- l'amélioration des exportations de divers produits des industries manufacturières notamment celles de la zone franche industrielle.

La progression des importations de biens serait due principalement à :

- la hausse de la facture pétrolière, en liaison, avec l'augmentation de la demande intérieure et l'appréciation de 9,7% du dollar par rapport au franc CFA ;
- l'accroissement des achats de biens intermédiaires dans le cadre notamment de la poursuite du programme de réhabilitation des infrastructures routières ;
- la hausse des achats de biens d'équipement surtout dans le cadre de :
    - la modernisation des équipements du Port Autonome de Lomé (PAL), principalement, la construction d'un troisième quai et d'une nouvelle darse ;
    - la rénovation de l'Aéroport International GNASSINGBE Eyadema de Lomé (AIGE) ;

- la poursuite des travaux de rénovation des équipements de production de la Société Nouvelle des Phosphates du Togo (SNPT) ;

- la mise en place des équipements de production des sociétés SCANTOGO-MINES et POMAR-TOGO respectivement dans les filières « clinker » et « marbre ».

La balance des services se dégraderait de 33,8 milliards suite à l'accroissement de 15,1 milliards du coût du fret (consécutif à la hausse des importations de biens) et à la dégradation de 13,6 milliards du solde des autres services.

Le déficit des revenus s'aggraverait de 2,4 milliards par rapport à 2011 en liaison notamment avec la hausse de 3,9 milliards des intérêts dus au titre du service de la dette extérieure publique.

Le solde excédentaire des transferts courants s'établirait à 163,9 milliards en 2012, en baisse de 7,3 milliards par rapport au niveau de l'année 2011.

Dans ce contexte, le solde courant hors dons de la balance des paiements rapporté au PIB courant se situerait à -12,7% contre -11,8% en 2011.

III.2.2.2. Compte de capital et d'opérations financières

Le solde du compte de capital et d'opérations financières ressortirait à 202,4 milliards en 2012 en amélioration de 9,9 milliards par rapport aux 192,5 milliards de 2011.

Cette évolution résulterait notamment de l'effet conjugué de :

- la baisse de 24,0 milliards des dons projets à mobiliser par l'administration publique dans le cadre du programme d'investissement public ;

- la progression de 37,8 milliards des tirages sur ressources extérieures par l'administration publique dans le cadre de la couverture de ses besoins de financement surtout dans le domaine des infrastructures routières.

TABLEAU 3.1 : Balance des paiements (en milliards de FCFA)				
	2010	**2011**	**2012**	**2013**
BALANCE COMMERCIALE	**-225,0**	**-273,7**	**-289,1**	**-311,1**
Exportations Biens (fob)	483,5	553,5	649,1	722,0
Importations Biens (fob)	-708,4	-827,2	-938,2	-1033,0
Services nets	**-38,5**	**-47,0**	**-80,8**	**-81,2**
Revenus nets	**-11,7**	**-11,4**	**-13,8**	**-16,4**
Transferts courants	176,2	171,3	163,9	167,9
BALANCE COURANTE	**-99,0**	**-160,8**	**-219,7**	**-240,8**
Compte de capital et d'opérations financières	**130,1**	**192,5**	**202,4**	**253,9**
Compte de capital	687,5	64,3	40,3	34,8
Compte des opérations financières	-557,4	128,3	162,2	219,1
Solde global	**36,6**	**31,7**	**-17,3**	**13,1**

Source : BCEAO

IV. SECTEUR MONÉTAIRE

La situation monétaire intégrée à fin décembre 2012 par rapport à fin décembre 2011 est caractérisée par une baisse de 17.325,2 millions des avoirs extérieurs nets, une augmentation de 126.512,4 millions du crédit intérieur et un accroissement de 74.275,0 millions de la masse monétaire.

IV.1. Avoirs extérieurs nets

A fin décembre 2012, les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires du Togo sont évalués à 273.788,7 millions, à raison de 76.575,7 millions pour la Banque Centrale et 197.213,0 millions pour les banques.

Comparativement au niveau de décembre 2011, les AEN ont régressé de 6,0% du fait de la diminution de 123.661,2 millions des AEN de la Banque Centrale, atténuée par la hausse de 106.336,0 millions de ceux des banques.

Le repli de 61,8% des AEN de la Banque Centrale est principalement lié à la baisse des avoirs extérieurs bruts (-177.898,7 millions), notamment la position créditrice en disponibilité extérieure (-173.048,7 millions). Parallèlement, les engagements

extérieurs ont fléchi de 54.237,5 millions, en liaison avec la diminution des dépôts de la BOAD dans les livres de la Banque Centrale.

Quant aux AEN des banques, l'augmentation de 117,0% fait suite à l'accroissement des avoirs extérieurs bruts (+130.476,0 millions), consécutif à la hausse des créances des banques sur les agents non financiers non résidents (+50.022,0 millions) ainsi que sur leurs correspondants étrangers (+78.238,0 millions). Parallèlement, les engagements extérieurs se sont accrus de 24.140,0 millions.

IV.2. Crédit intérieur

Le crédit intérieur a augmenté de 20,9% en s'établissant à 731.478,6 millions à fin décembre 2012, en relation avec la hausse de 95.772,9 millions des crédits à l'économie et l'aggravation de 30.739,5 millions de la Position Nette du Gouvernement.

IV.2.1. Position nette du gouvernement

En passant de 98.938,9 millions en décembre 2011 à 129.678,4 millions à fin décembre 2012, la PNG s'est aggravée de 31,1%, sous l'effet cumulé :

- d'une hausse de 37.808,0 millions des concours des banques à l'État
- d'un repli de 6.757,1 millions des dépôts publics à la Banque Centrale ;
- d'une progression de 1.666,3 millions des dépôts des particuliers et entreprises privées auprès du Centre des Chèques Postaux (CCP) ;
- d'un accroissement de 11.573,0 millions des dépôts publics dans les banques ;
- des derniers amortissements du découvert consolidé conformément à l'échéancier établi, pour un montant total de 2.579,3 millions ;
- de l'amortissement de 1.252,4 millions au titre des concours adossés aux allocations de DTS.

IV.2.2. Crédits à l’économie

Les crédits à l’économie se chiffrent à 601.800,2 millions, en hausse de 95.772,9 millions (+18,9%) par rapport aux 506.027,3 millions de décembre 2011, du fait des crédits à court terme (+47.182,9 millions) et des crédits à moyen et long termes (+48.590,0 millions).

Les crédits de campagne enregistrent une baisse de 2,0 millions pour se situer à 16,0 millions à fin décembre 2012.

Les crédits ordinaires se consolident de 95.774,9 millions, en passant de 506.009,3 millions en décembre 2011 à 601.784,2 millions en décembre 2012.

La hausse des crédits bancaires est portée principalement par les secteurs ci-après :

- Industries manufacturières : +34,0% ;
- Bâtiments et travaux publics : +158,0% ;
- Commerce de gros et de détail, Restaurants et Hôtels : +42,6% ;
- Transports, entrepôts et communications : +50,7% ;
- Banques, assurances, affaires immobilières, services fournis aux entreprises : +164,2%.

IV.3. Masse monétaire

La masse monétaire est passée de 831.303,7 millions en décembre 2011 à 905.578,7 millions à fin décembre 2012, en progression de 8,9%. Cette évolution est essentiellement portée par les dépôts en banque pour 104.878,8 millions (+16,7%), la circulation fiduciaire ayant plutôt diminué de 32.270,1 millions (-16,7%) d'une année à l'autre.

V. DETTE PUBLIQUE

L'encours de la dette publique totale (intérieure et extérieure) est passé de 834,3 milliards de FCFA à fin décembre 2011 à 907,9 milliards de FCFA à fin décembre 2012 enregistrant une hausse de 8,8%.

V.1. Dette extérieure

Au terme de l'année 2012, l'encours de la dette extérieure totale se chiffre à 278,8 milliards de FCFA. Il a progressé de 36,9 milliards de FCFA par rapport à fin décembre 2011, soit une augmentation de 15,3%. Cette augmentation s'explique par l'effet combiné des paiements, des tirages, des fluctuations des principales devises de libellé des prêts et des décaissements effectués par EXIMBANK de Chine.

L'encours de la dette multilatérale se chiffre à 164,1 milliards de FCFA à fin décembre 2012 contre 170,3 milliards de FCFA au 31 décembre 2011, soit une régression de 3,6%. Cette diminution s'explique par l'effet combiné des paiements, des tirages, des fluctuations des principales devises de libellé des prêts et des annulations des arriérés envers certains créanciers (la Banque Islamique de Développement, le Fonds de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole et le Fonds d'Entraide et de Garantie des Emprunts du Conseil de l'Entente).

Il n'y a eu ni arriéré de paiements du principal, ni arriéré de paiements des intérêts au cours du quatrième trimestre 2012 contre respectivement 0,3 milliard de FCFA et 0,6 milliard de FCFA au quatrième trimestre 2011.

Pour les opérations en cours, les montants acquittés au titre du principal et des intérêts au cours du quatrième trimestre 2012 se chiffrent respectivement à 7,0 milliards de FCFA et 1,9 milliard de FCFA contre respectivement 3,8 milliards de FCFA et 1,1 milliard de FCFA au quatrième trimestre 2011.

Les engagements et les tirages s'élèvent respectivement à 108,2 milliards de FCFA et 11,1 milliards de FCFA au cours de la période contre respectivement 61,4 milliards de FCFA et 13,3 milliards de FCFA à la même période de 2011.

L'encours de la dette bilatérale a régressé de 11,5% par rapport à fin décembre 2011 et se chiffre à 35,9 milliards de FCFA, soit une diminution de 4,7 milliards de FCFA due essentiellement aux paiements effectués au cours de la période.

Il n'y a pas eu d'arriéré de paiements au cours de la période contre 3,3 milliards de FCFA au titre du principal et zéro (0,0) FCFA au titre des intérêts un an plus tôt.

Au cours de la période sous revue, il n'y a eu ni engagement, ni rééchelonnement, ni annulation de dettes tout comme au quatrième trimestre 2011. Les tirages se sont chiffrés à 1,2 milliard de FCFA contre 0,8 milliard de FCFA au quatrième trimestre 2011. Les montants acquittés au titre du principal et des intérêts au cours du quatrième trimestre 2012 se chiffrent respectivement à 4,0 milliards de FCFA et 2,3 milliards de FCFA contre respectivement 0,6 milliard de FCFA et 0,2 milliard de FCFA au quatrième trimestre 2011.

L'encours de la dette éligible au Club de Paris est de 14,4 milliards de FCFA contre 11,5 milliards de FCFA à fin décembre 2011. La hausse de 26,0% résulte de la prise en compte au mois de juillet 2012 de la dette de l'International Fertilizers Group (IFG).

Le montant total des arriérés de paiements à fin décembre 2012 est nul tout comme un an plus tôt.

L'encours de la dette due aux créanciers du Club de Londres est de 78,8 milliards de FCFA contre 31,1 milliards de FCFA à fin décembre 2011, soit une hausse de 47,8 milliards de FCFA. Cette augmentation s'explique par les décaissements effectués par EXIMBANK de Chine dans le cadre de la construction des infrastructures routières et aéroportuaires.

V.2. Dette intérieure

L'encours de la dette intérieure, à fin décembre 2012, s'élève à 629,1 milliards de FCFA contre 592,4 milliards de FCFA à fin décembre 2011, soit une hausse de 6,2%. Cette augmentation est due à l'émission des titres publics au cours de la période.

VI. ANALYSE DES CRITERES DU PACTE DE CONVERGENCE, DE STABILITE, DE CROISSANCE ET DE SOLIDARITE

Le pacte de convergence, de stabilité, de croissance et de solidarité de l'UEMOA comporte huit (08) critères répartis en critères de premier rang et en critères de deuxième rang.

Les critères de premier rang

- Ratio du solde budgétaire de base rapporté au PIB nominal (critère-clé) : il devrait être supérieur ou égal à 0%.
- Taux d'inflation annuel moyen : il devrait être maintenu à 3% au maximum par an.
- Ratio de l'encours de la dette intérieure et extérieure rapporté au PIB nominal: il ne devrait pas excéder 70%.
- Arriérés de paiements intérieurs et extérieurs : non-accumulation d'arriérés sur la gestion de la période courante.

Le respect des critères de premier rang permet de passer à la phase de stabilité.

Les critères de deuxième rang

- Ratio de la masse salariale sur les recettes fiscales : il ne devrait pas excéder 35%.
- Ratio des investissements publics financés sur ressources internes rapportés aux recettes fiscales : il devrait atteindre au moins 20%.
- Ratio du déficit extérieur courant hors dons par rapport au PIB nominal : il ne devrait pas excéder 5%.
- Taux de pression fiscale : il devrait être supérieur ou égal à 17%.

VI.1. Critères de premier rang

VI.1.1. Solde budgétaire de base rapporté au PIB

Le solde budgétaire de base rapporté au PIB est de -2,9% en 2012 contre -1,6% en 2011. Cette dégradation s'explique par :

- Les recettes budgétaires : rapportées au PIB, elles sont passées de 17,9% en 2011 à 18,6% en 2012 ;

- Les dépenses courantes : elles ont représenté l'équivalent de 18,0% du PIB en 2012 contre 15,6% en 2011. Cette situation s'explique par l'évolution des dépenses courantes non salariales, notamment les subventions. En effet, la part des dépenses de personnel dans le PIB est restée relativement stable entre 2011 et 2012, soit 6,0% ;

- Les dépenses d'investissement financées sur ressources internes : rapportées au PIB, elles s'établissent à 3,5% en 2012 contre 3,8% en 2011.

VI.1.2. Taux d'inflation moyen

Le taux d'inflation en 2012 est de 2,6% contre 3,6% en 2011. Cette évolution résulte essentiellement de la hausse des prix observée au niveau des fonctions «Produits alimentaires et boissons non alcoolisées», «Logement, eau, gaz, électricité, et autres combustibles», «Transports» et «Biens et services divers» pour respectivement 3,4%, 6,0%, 4,9% et 4,8%.

VI.1.3. Ratio de l'encours de la dette publique intérieure et extérieure rapporté au PIB nominal

Le taux d'endettement est de 45,4% en 2012 contre 47,1% en 2011. La baisse du ratio s'explique par une série d'allègements obtenus par le Togo depuis l'atteinte du point d'achèvement de l'initiative PPTE en décembre 2010.

VI.1.4. Non accumulation d'arriérés de paiements sur la période de la gestion courante

La variation nette des arriérés de paiements passe de -1,5 milliard de FCFA en 2011 à -0,2 milliard de FCFA en 2012.

VI.2. Critères de deuxième rang

VI.2.1. Masse salariale sur recettes fiscales

Le ratio passe de 35,9% en 2011 à 36,7% en 2012. Le renforcement de l'effectif de l'Administration publique et des mesures prises par le gouvernement en faveur des travailleurs (intégration d'agents contractuels et mesures d'atténuation de la hausse du coût de la vie) expliquent la hausse de ce ratio.

VI.2.2. Investissements financés sur ressources internes rapportés aux recettes fiscales

Le ratio s'établit à 21,6% en 2012 contre 23,4% en 2011 et traduit un ralentissement des efforts déployés par le gouvernement en matière d'investissements

publics. Toutefois, ces efforts sont encourageants par rapport à la norme communautaire.

VI.2.3. Solde extérieur courant hors dons sur PIB

Le ratio est de -12,8% en 2012 contre -11,4% en 2011. La détérioration du solde s'expliquerait par la hausse des importations suscitée par les différents chantiers de construction en cours dans le pays.

VI.2.4. Taux de pression fiscale

Le taux de pression fiscale s'établit à 16,4% en 2012 tout comme en 2011. Cette situation s'explique par une progression dans les mêmes proportions du PIB nominal et des recettes fiscales en 2012.

Au total, le Togo a respecté trois critères de premier rang en 2012 : le critère de taux d'inflation, le critère de l'encours de la dette intérieure et extérieure rapportés au PIB et celui de la variation des arriérés de paiements. Le critère clé, solde budgétaire de base rapporté au PIB n'a pas été respecté à cause notamment de l'augmentation des dépenses plus forte que celle des recettes.

Critères	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Critères de premier rang							
Solde budgétaire de base / PIB	-0,9	-0,7	-1,3	1,3	-1,6	-2,9	-2,0
Taux d'inflation annuel moyen	0,9	8,7	2,6	1,4	3,6	2,6	3,4
Encours dette intérieure et extérieure / PIB	113,5	81,9	83,3	46,7	47,1	45,4	45,8
Variation d'arriérés de paiements	10,2	-424,5	-10,3	-45,7	-1,5	-0,2	0,0
Intérieurs	1,5	0,0	-11,6	-45,7	0,0	0,0	0,0
Échéances courantes	0,7	0,0	26,6	17,4	0,0	0,0	0,0
Stock antérieur	0,7	0,0	-38,2	-63,0	0,0	0,0	0,0
Extérieurs intérêts	8,7	0,3	-0,1	0,0	-0,1	0,0	0,0
Échéances courantes	8,8	0,3	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0
Stock antérieur	0,0	0,0	-0,3	0,0	-0,1	0,0	0,0
Extérieurs principal	0,0	-424,8	1,4	0,0	-1,4	-0,2	0,0
Échéances courantes	0,0	0,5	2,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Stock antérieur	0,0	-425,3	-0,7	0,0	-1,4	-0,2	0,0
Critères de deuxième rang							
Masse salariale / recettes fiscales	32,8	33,3	41,2	33,5	35,9	36,7	34,4
Investissements financés sur ressources internes / recettes fiscales	7,1	12,9	16,5	18,7	23,4	21,6	28,4
Solde extérieur courant hors dons officiels / PIB	-9,9	-8,6	-8,2	-9,5	-11,4	-12,8	-12,5
Taux de pression fiscale	16,1	14,9	15,3	15,7	16,4	16,4	16,6

CONCLUSION

L'économie mondiale a connu un ralentissement au quatrième trimestre 2012 du fait de la persistance de la crise des dettes souveraines qui créent les incertitudes sur le marché financier. Le taux de croissance, selon le FMI est de 3,2% en 2012 contre 3,9% en 2011. Une accélération de la croissance mondiale est prévue en 2013, car les facteurs à l'origine de la faiblesse de l'activité économique devraient perdre de leur intensité. Cependant les risques de dégradation restent considérables, notamment un nouvel recul dans la zone euro.

Au plan national, les résultats enregistrés par l'économie sont encourageants. Toutefois, le taux de croissance du PIB qui est de 5,9% en 2012, demeure encore relativement faible eu égard aux objectifs de croissance et de promotion de l'emploi que le Gouvernement s'est engagé à atteindre à l'horizon 2017 et à une demande sociale importante. De plus, l'activité économique n'est pas à l'abri des chocs exogènes.

Il est donc, important que le Gouvernement poursuive les efforts de maîtrise des dépenses courantes, de mobilisation des ressources internes. De plus, il apparaît important que des mesures soient prises pour améliorer l'absorption des crédits d'investissement.